



États financiers consolidés intermédiaires (non vérifiés)

Exercice financier 2011

Pour les neuf mois terminés les 31 décembre 2010 et 2009

Bilans consolidés

(Chiffres non vérifiés) (En milliers de dollars canadiens)	31 déc 2010 \$	31 mars 2010 \$
ACTIF		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	29 223	34 360
Trésorerie détenue pour le bénéfice de tierces parties	3 031	4 026
Comptes débiteurs	5 825	4 479
Crédits d'impôt à recevoir	2 901	1 363
Charges payées d'avance	658	712
Instruments financiers dérivés	578	574
	42 216	45 514
Immobilisations corporelles	3 216	1 423
Actifs incorporels	972	894
Actifs incorporels d'acquisition	2 257	2 675
Écart d'acquisition (note 6)	32 769	25 991
Impôts futurs	4 534	5 685
	85 964	82 182
PASSIF		
Passif à court terme		
Comptes créditeurs et charges à payer	8 972	9 696
Impôts sur les bénéfices à payer	121	390
Produits reportés	9 287	8 717
Tranche à court terme de la dette à long terme (note 7)	282	-
Tranche à court terme de l'avantage incitatif reporté (note 8)	73	-
Impôts futurs	834	606
	19 569	19 409
Dette à long terme (note 7)	318	-
Avantage incitatif reporté (note 8)	1 083	-
Impôts futurs	63	129
	21 033	19 538
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions (note 9 b))	47 207	47 809
Options d'achat d'actions (note 9 c))	431	1 688
Surplus d'apport (note 9 d))	3 194	2 491
Bénéfices non répartis	14 036	10 602
Cumul des autres éléments du résultat étendu	63	54
	64 931	62 644
	85 964	82 182

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

États consolidés des bénéfices non répartis

(Chiffres non vérifiés) (En milliers de dollars canadiens)	Neuf mois terminés les 31 décembre	
	2010 \$	2009 \$
Bénéfices non répartis au début de la période	10 602	9 241
Bénéfice net de la période	6 488	1 611
	17 090	10 852
Prime au rachat d'actions ordinaires pour annulation (note 9 b) i))	(1 106)	-
Dividendes déclarés sur actions ordinaires	(1 948)	(1 392)
Ajustement lié à un rachat antérieur de capital	-	227
Bénéfices non répartis à la fin de la période	14 036	9 687

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

États consolidés du résultat étendu

(Chiffres non vérifiés) (En milliers de dollars canadiens)	Trois mois terminés les 31 décembre		Neuf mois terminés les 31 décembre	
	2010 \$	2009 \$	2010 \$	2009 \$
Bénéfice net de la période	1 908	1 121	6 488	1 611
Écart de conversion cumulé	-	219	-	(267)
Reclassement des gains ou pertes réalisés sur les contrats de change à terme, déduction faite des impôts futurs	(81)	(191)	(181)	376
Variation des gains (pertes) non réalisés sur les contrats de change à terme, déduction faite des impôts futurs	357	145	190	774
	276	173	9	883
Résultat étendu de la période	2 184	1 294	6 497	2 494

États consolidés du cumul des autres éléments du résultat étendu

(Chiffres non vérifiés) (En milliers de dollars canadiens)	31 déc 2010 \$	31 mars 2010 \$
Écart de conversion cumulé		
Effet cumulatif des exercices antérieurs	(344)	(108)
Période courante	-	(236)
	(344)	(344)
Gains (pertes) non réalisés sur les contrats de change à terme		
Effet cumulatif des exercices antérieurs	398	(775)
Variation des gains (pertes) sur les contrats de change à terme, déduction faite des impôts futurs	9	1 173
	407	398
Solde du cumul des autres éléments du résultat étendu	63	54

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

États consolidés des résultats

(Chiffres non vérifiés)

(En milliers de dollars canadiens,

sauf pour les montants relatifs aux résultats par action)

	Trois mois terminés les		Neuf mois terminés les	
	31 décembre		31 décembre	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
Produits	11 664	11 417	34 329	34 578
Coût des produits	2 373	2 633	7 283	7 677
Marge brute	9 291	8 784	27 046	26 901
Charges d'exploitation				
Frais généraux et frais d'administration	2 022	2 034	5 638	6 864
Frais de vente et de commercialisation	1 879	2 128	5 778	6 609
Technologie	1 782	1 823	5 262	5 529
Amortissement des actifs incorporels d'acquisition	176	173	521	518
Rémunération à base d'actions	6	89	(341)	215
	5 865	6 247	16 858	19 735
Bénéfice d'exploitation	3 426	2 537	10 188	7 166
Autres produits (charges), montant net (note 4 b))	(179)	(489)	(162)	(2 548)
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	3 247	2 048	10 026	4 618
Charge d'impôts sur les bénéfices	1 339	927	3 538	3 007
Bénéfice net de la période	1 908	1 121	6 488	1 611
Résultat de base par action	0,14	0,08	0,47	0,12
Résultat dilué par action	0,14	0,08	0,47	0,12
Dividendes par action ordinaire	-	0,10	0,14	0,10
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (note 9 f))				
De base	13 680 084	13 921 833	13 817 699	13 949 873
Dilué	13 694 004	13 921 833	13 835 754	13 949 873
Nombre d'actions en circulation à la fin de la période	13 680 054	13 908 510	13 680 054	13 908 510

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

États consolidés des flux de trésorerie

(Chiffres non vérifiés) (En milliers de dollars canadiens)	Trois mois terminés les		Neuf mois terminés les	
	31 décembre		31 décembre	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX				
Activités d'exploitation				
Bénéfice net de la période	1 908	1 121	6 488	1 611
Ajustements pour :				
Amortissement des immobilisations corporelles	288	304	802	941
Amortissement des actifs incorporels	117	231	427	579
Amortissement des actifs incorporels d'acquisition	176	173	521	518
Rémunération à base d'actions	6	89	(341)	215
Impôts futurs	487	(150)	1 318	1 234
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	32	-	32	-
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 4 a))	(431)	691	(2 579)	(1 116)
Augmentation de l'avantage incitatif reporté (note 8)	1 079	-	1 079	-
	3 662	2 459	7 747	3 982
Activités d'investissement				
Acquisition d'entreprise, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis (note 2)	(7 704)	-	(7 704)	-
Acquisition d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	(1 879)	(165)	(2 324)	(911)
Produit sur disposition d'immobilisations corporelles	28	-	32	-
	(9 555)	(165)	(9 996)	(911)
Activités de financement				
Remboursement de la dette à long terme	(14)	-	(14)	-
Rachat de capital-actions pour annulation (note 9 b) i))	(29)	(113)	(2 127)	(329)
Émission de capital-actions (note 9 b) ii))	-	-	206	-
Dividendes en espèces versés sur actions ordinaires	-	(1 392)	(1 948)	(1 392)
	(43)	(1 505)	(3 883)	(1 721)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	(5 936)	789	(6 132)	1 350
Effet de la variation du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	-	658	-	824
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	38 190	30 841	38 386	30 114
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	32 254	32 288	32 254	32 288
La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les éléments suivants du bilan :				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	29 223	29 587	29 223	29 587
Trésorerie détenue pour le bénéfice de tierces parties	3 031	2 701	3 031	2 701

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

1 Principales conventions comptables

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés par la Société conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada pour les états financiers intermédiaires et suivent les mêmes conventions et méthodes comptables que les états financiers consolidés vérifiés du 31 mars 2010. Les montants présentés au bilan en date du 31 mars 2010 proviennent des états financiers consolidés vérifiés de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2010. Ces états financiers intermédiaires ne sont pas vérifiés et n'ont pas été révisés par les vérificateurs externes de la Société. Le contenu de ces états financiers intermédiaires n'est pas conforme, à tous les égards importants, aux PCGR requis pour la préparation des états financiers annuels. Par conséquent, les états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus avec les états financiers consolidés vérifiés et les notes afférentes inclus dans le rapport annuel de la Société de l'exercice 2010.

Modifications de conventions comptables

Le 1^{er} avril 2010, la Société a choisi d'adopter de façon anticipée trois chapitres du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA »). Ces chapitres doivent être mis en place concurremment.

Regroupements d'entreprises

Le chapitre 1582, « Regroupements d'entreprises », exige notamment que la plupart des éléments d'actif et de passif identifiables, les participations sans contrôle et l'écart d'acquisition acquis dans un regroupement soient comptabilisés à la juste valeur de la contrepartie, que les coûts liés à l'acquisition soient passés en charges à mesure qu'ils sont engagés et que les passifs liés à la restructuration ou aux activités de sortie soient comptabilisés uniquement s'ils satisfont à la définition de passifs à la date d'acquisition.

L'adoption de ce chapitre a eu pour effet que les frais connexes à l'acquisition réalisée durant l'exercice ont été comptabilisés directement à l'état consolidé des résultats. Il n'y a aucune incidence sur la comptabilisation des regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} avril 2010.

États financiers consolidés

Le chapitre 1601, « États financiers consolidés », définit des normes pour la préparation d'états financiers consolidés. Ce chapitre remplace le chapitre 1600 du même nom, et reporte les directives de consolidation qui en faisaient partie.

L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés.

Participations sans contrôle

Le chapitre 1602, « Participations ne donnant pas le contrôle », exige de comptabiliser les participations sans contrôle à titre de composante distincte des capitaux propres, et de ne plus déduire du résultat net consolidé la part du résultat net attribuable aux participations sans contrôle. Par conséquent, le résultat net consolidé doit être réparti entre la participation donnant le contrôle et les participations sans contrôle.

L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés puisque la Société n'a aucune participation sans contrôle.

Changements futurs aux normes comptables

Normes internationales d'information financière (IFRS)

En février 2008, le CNC a confirmé que les entités canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes devront remplacer les PCGR du Canada par les IFRS le 1^{er} janvier 2011. En conséquence, la Société sera tenue d'utiliser les IFRS pour dresser ses états financiers consolidés annuels et intermédiaires de l'exercice ouvert le 1^{er} avril 2011. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption des IFRS sur ses états financiers consolidés.

2 Acquisition d'entreprise

Le 22 décembre 2010, la Société a acquis la totalité des actions de Systèmes InterTrade Inc. (« InterTrade ») pour une contrepartie en espèces de 8 100 000 \$, dont un montant de 208 675 \$ a été placé en main tierce. Conformément au contrat d'achat d'actions, le prix d'acquisition pourrait être augmenté ou réduit sur la base du montant du fonds de roulement et de l'endettement d'InterTrade (tel que défini par le contrat d'achat d'actions) à la date d'acquisition. Le montant placé en main tierce sera libéré lors de la détermination finale du fonds de roulement et de l'endettement d'InterTrade (tel que défini par le contrat d'achat d'actions).

InterTrade propose des solutions d'affaires permettant à ses clients de gérer et contrôler efficacement leur chaîne d'approvisionnement. La Société estime que ses réseaux existants pourront ainsi élargir leur offre de produits et avoir accès à une solide plateforme EDI (Electronic Data Interchange).

La transaction a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. La répartition du prix d'acquisition illustrée ci-dessous est préliminaire et fondée sur l'information la plus pertinente dont dispose la Société à ce jour. La répartition définitive du prix d'acquisition devrait être déterminée dès que la direction de la Société aura obtenu toutes les informations jugées nécessaires et que l'évaluation des actifs acquis et des passifs repris sera complétée.

	22 déc 2010 \$
(En milliers de dollars canadiens)	
Actif	
Actif à court terme	2 855
Immobilisations	364
Actif incorporel	476
Actif incorporel d'acquisition	100
	3 795
Passif	
Passif à court terme	2 193
Dette à court terme	283
Passif à long terme	62
Dette à long terme	331
	2 869
Actifs nets identifiables acquis, montant net	926
Écart d'acquisition, non déductible aux fins de l'impôt	6 778
Prix d'acquisition	8 100
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	396
Contrepartie nette	7 704

L'écart d'acquisition préliminaire de 6 778 000 \$ représente principalement la valeur économique future liée à la main-d'œuvre acquise et les synergies avec les activités de la Société. Il comprend également les actifs incorporels qui ne sont pas encore identifiés, mais qui seront comptabilisés distinctement lorsque la répartition du prix d'acquisition sera complétée.

Dans le cadre de l'acquisition, la Société a comptabilisé des charges totalisant 73 708 \$. Ce montant représente des frais connexes à l'acquisition comprenant principalement des honoraires professionnels.

Les résultats d'exploitation d'InterTrade ont été inclus aux états financiers consolidés à compter de la date d'acquisition. Au cours de la période terminée le 31 décembre 2010, les produits et la perte nette d'InterTrade ne sont pas significatifs.

Sur une base proforma, les produits et le bénéfice net d'InterTrade se seraient établis respectivement à environ 4 100 000 \$ et 550 000 \$, si l'acquisition avait été conclue le 1^{er} avril 2010. Cependant, l'information proforma ne rend pas compte des synergies ou des modifications aux transactions effectuées par le passé, pas plus qu'elle n'est nécessairement représentative des résultats d'exploitation de la Société qui auraient été obtenus si l'acquisition s'était effectivement conclue le 1^{er} avril 2010, ni des résultats qui pourraient être réalisés à l'avenir.

3 Opérations entre apparentés

Le détail des opérations entre apparentés qui ne sont pas présentées ailleurs dans ces états financiers consolidés s'établit comme suit :

(En milliers de dollars canadiens)	Trois mois terminés les		Neuf mois terminés les	
	31 décembre		31 décembre	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
Produits				
Coentreprises	132	100	416	538
Comptes débiteurs				
Coentreprises	47	48	47	48

Les soldes et les opérations avec les coentreprises représentent la part de la Société dans ces coentreprises.

Toutes les opérations entre apparentés ont eu lieu dans le cours normal des activités et ont été mesurées au montant d'échange, lequel correspond au montant de la contrepartie convenue par les parties.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non vérifiés)
31 décembre 2010 et 2009

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 décembre 2010, la Société a encouru des frais de gestion de 106 208 \$ (65 298 \$ en 2010) relativement aux services rendus par un actionnaire corporatif qui a une influence notable sur la Société. Des frais de 307 258 \$ (262 890 \$ en 2010) ont été encourus au cours de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010. La transaction a eu lieu dans le cours normal des activités et a été mesurée au montant d'échange, lequel correspond au montant de la contrepartie convenue par les parties.

4 Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement et Autres produits (charges)

a) La variation des éléments hors caisse du fonds de roulement s'établit comme suit :

(En milliers de dollars canadiens)	Trois mois terminés les		Neuf mois terminés les	
	31 décembre		31 décembre	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
Diminution (augmentation) des				
Comptes débiteurs	945	548	719	480
Impôts sur les bénéfices à recevoir	202	245	-	5
Crédits d'impôt à recevoir	(162)	1 298	(826)	581
Charges payées d'avance	236	8	132	251
Augmentation (diminution) des				
Comptes créditeurs et charges à payer	(843)	(740)	(2 155)	(1 318)
Impôts sur les bénéfices à payer	121	-	(269)	-
Produits reportés	(930)	(668)	(180)	(1 115)
	(431)	691	(2 579)	(1 116)

Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2009, la Société a fait un ajustement aux comptes créditeurs et charges à payer de 226 685 \$ lié à un rachat antérieur de capital.

b) Les Autres produits (charges) comprennent ce qui suit :

(En milliers de dollars canadiens)	Trois mois terminés les		Neuf mois terminés les	
	31 décembre		31 décembre	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
Intérêts créditeurs	102	26	205	53
Frais financiers	(55)	(47)	(157)	(142)
Gain (perte) de change	(321)	(449)	(223)	(2 330)
Autres dépenses	95	(19)	13	(129)
	(179)	(489)	(162)	(2 548)

5 Information sectorielle

La Société n'a qu'un seul secteur isolable. Les produits proviennent principalement des abonnements aux réseaux d'affaires électroniques.

L'information relative aux secteurs géographiques est la suivante :

(En milliers de dollars canadiens)

Trois mois terminés les 31 décembre	2010		2009	
	Produits \$	Immobilisations corporelles, actifs incorporels, actifs incorporels d'acquisition et écart d'acquisition \$	Produits \$	Immobilisations corporelles, actifs incorporels, actifs incorporels d'acquisition et écart d'acquisition \$
Canada	4 745	12 404	4 647	4 176
États-Unis	5 168	26 778	5 167	27 200
Europe	502	-	540	-
Asie et autres	1 249	32	1 063	55
	11 664	39 214	11 417	31 431

(En milliers de dollars canadiens)

Neuf mois terminés les 31 décembre	2010		2009	
	Produits \$	Immobilisations corporelles, actifs incorporels, actifs incorporels d'acquisition et écart d'acquisition \$	Produits \$	Immobilisations corporelles, actifs incorporels, actifs incorporels d'acquisition et écart d'acquisition \$
Canada	14 261	12 404	14 166	4 176
Etats-Unis	14 850	26 778	15 555	27 200
Europe	1 546	-	1 687	-
Asie et autres	3 672	32	3 170	55
	34 329	39 214	34 578	31 431

Les produits sont attribués aux régions géographiques en fonction de l'emplacement des clients.

6 Écart d'acquisition

Le tableau suivant présente les opérations liées à l'écart d'acquisition pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre :

(En milliers de dollars canadiens)	2010 \$	2009 \$
Solde au début de la période	25 991	25 991
Acquisition d'entreprise (note 2)	6 778	-
Solde à la fin de la période	32 769	25 991

7 Dette à long terme

Suite à l'acquisition d'InterTrade le 22 décembre 2010, la Société assume certaines dettes à long terme. Le tableau suivant présente les dettes à long terme en vigueur au 31 décembre :

(En milliers de dollars canadiens)	2010 \$	2009 \$
Facilité de crédit à demande d'un montant maximal de 415 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 4,00 %, remboursable en versements mensuels, échéant en octobre 2012	277	-
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition, portant intérêt au taux moyen pondéré de 6,44 %, remboursables en versements mensuels de capital et intérêts combinés et échéant à différentes dates jusqu'en septembre 2013	323	-
	600	-
Tranche à court terme	282	-
Tranche à long terme	318	-

La facilité de crédit à demande est garantie par les éléments suivants :

- Garantie de prêt accordée par Investissement Québec couvrant 70 % du solde du prêt;
- Hypothèque de 415 000 \$ grevant les biens mobiliers d'InterTrade;
- Garantie de premier rang de 125 000 \$ sur un dépôt bancaire.

Au 31 décembre 2010, InterTrade dispose également des facilités de crédit non utilisées suivantes :

- Facilité de crédit à demande d'un montant maximal de 450 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 2,50 %;
- Facilité de crédit d'un montant maximal de 150 000 \$ pour couvrir le risque de change;
- Facilité de crédit d'un montant maximal de 60 000 \$ pour des cartes de crédit corporatives.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non vérifiés)
31 décembre 2010 et 2009

En vertu de l'entente relative à la facilité de crédit, InterTrade est soumise à des clauses restrictives concernant le respect de ratios financiers. Au 31 décembre 2010, InterTrade était en conformité avec les clauses restrictives applicables.

Les remboursements de capital s'établissent comme suit pour les exercices se terminant les 31 mars :

(En milliers de dollars canadiens)	\$
2011 (3 mois)	71
2012	275
2013	195
2014	59
Total	600

8 Avantage incitatif reporté

L'avantage incitatif reporté représente le remboursement de frais engagés pour des améliorations locatives ainsi que des mois de loyer gratuits assumés par le bailleur dans le cadre de contrats de location de locaux commerciaux. Cet avantage est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de baux échéants en avril 2016 et en octobre 2020. L'amortissement est porté en réduction des charges de loyer à l'état des résultats.

9 Capital-actions, options d'achat d'actions et surplus d'apport

(Nombre en milliers, en milliers de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux résultats par action)

- a) Autorisé, en nombre illimité
- Actions ordinaires
 - Actions privilégiées, à être émises en séries, dont les termes, les conditions et les dividendes devront être déterminés par le conseil d'administration au moment de l'émission

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non vérifiés)
31 décembre 2010 et 2009

- b) Le tableau suivant présente les opérations se rapportant aux actions ordinaires pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre :

	2010		2009	
	Nombre d'actions	Montant \$	Nombre d'actions	Montant \$
Solde au début de la période	13 896	47 809	13 974	48 079
Rachetées pour annulation (note 9 b) i))	(251)	(864)	(66)	(226)
Exercice d'options d'achat d'actions (note 9 b) ii))	35	262	-	-
Solde à la fin de la période	13 680	47 207	13 908	47 853

- i) Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010, la Société a racheté pour annulation 250 690 de ses actions ordinaires (65 548 en 2010) pour une contrepartie en espèces de 2 126 533 \$ (329 098 \$ en 2010), dans le cours normal de ses rachats d'actions. Le prix d'émission moyen par action de 3,45 \$ (3,44 \$ en 2010) avant le rachat a été porté en réduction du Capital-actions pour un montant total de 864 042 \$ (225 523 \$ en 2010), et le solde a été imputé aux Bénéfices non répartis ou aux Surplus d'apport.
- ii) Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010, des options d'achat d'actions ont été exercées en vue d'acquérir 35 000 actions ordinaires (néant en 2010) pour une contrepartie en espèces de 206 150 \$, soit 5,89 \$ l'action. De plus, un montant de 55 954 \$ a été crédité au Capital-actions et représente la rémunération à base d'actions initialement constatée dans Options d'achat d'actions pour ces options (note 9 c)).
- c) Le tableau suivant résume les opérations liées aux options d'achat d'actions pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre :

	2010 \$	2009 \$
Solde au début de la période	1 688	1 647
Dépense (renversement) liée à la rémunération à base d'actions	(341)	215
Transfert de la dépense liée à la rémunération à base d'actions accumulée par suite de l'exercice d'options (note 9 b) ii))	(56)	-
Transfert de la dépense liée à la rémunération à base d'actions accumulée pour les options non exercées à la suite de leur échéance	(860)	(78)
Solde à la fin de la période	431	1 784

- d) Le tableau suivant résume les opérations liées aux surplus d'apport pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre :

	2010 \$	2009 \$
Solde au début de la période	2 491	2 393
Transfert de la dépense liée à la rémunération à base d'actions accumulée pour les options non exercées à la suite de leur échéance	860	78
Réduction de l'escompte accumulé sur le rachat des actions ordinaires pour l'annulation (note 9 b) i))	(157)	(103)
Solde à la fin de la période	3 194	2 368

- e) Rémunération à base d'actions

La Société offre deux régimes de rémunération à base d'actions décrits à la note 8 de son rapport annuel de 2010.

Au cours des périodes de neuf mois terminées les 31 décembre 2010 et 2009, aucune option d'achat d'actions n'a été émise par la Société.

- f) Nombre moyen pondéré d'actions en circulation

Le tableau suivant présente le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé aux fins de calcul du résultat de base et du résultat dilué par action :

	Trois mois terminés les 31 décembre		Neuf mois terminés les 31 décembre	
	2010	2009	2010	2009
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation				
De base	13 680	13 922	13 818	13 950
Effet dilutif des options d'achat d'actions	14	-	18	-
Dilué	13 694	13 922	13 836	13 950

Des options visant l'achat de 112 500 actions (651 900 en 2010) à un prix moyen pondéré de 9,53 \$ l'action (8,99 \$ en 2010) étaient en circulation à la fin de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010; toutefois, ces options n'ont pas été incluses dans le calcul du résultat dilué par action en raison du fait que le prix d'exercice était supérieur au prix moyen des actions.

10 Gestion des risques financiers

La Société, par ses actifs et passifs financiers, est exposée à des risques financiers en raison de ses activités : risque de marché, incluant le risque de change et le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit et le risque de liquidité. L'objectif principal de la Société en matière de gestion de risques est de s'assurer que les risques sont correctement identifiés et traités pour diminuer l'effet négatif probable sur la performance financière.

La gestion des risques est la responsabilité du service des finances qui doit déterminer et évaluer les risques en collaboration étroite avec la direction. Le service des finances a la responsabilité d'établir des contrôles et des procédures adéquates pour s'assurer que les risques financiers sont atténués.

Risque de change

Le risque de change est lié aux transactions conclues par la Société et libellées en devises autres que le dollar canadien, principalement en dollars américains. Le risque de change est aussi important pour les transactions de vente et d'achat futures que pour les actifs et les passifs financiers reconnus libellés en devises étrangères.

L'objectif principal de la Société en matière de gestion du risque de change est de réduire les éventuelles conséquences défavorables associées à la fluctuation du dollar canadien. À cet effet, la Société conclut des contrats de change à terme en vue de stabiliser les produits futurs prévus libellés en dollars américains. Les contrats de change à terme sont uniquement conclus pour gérer le risque de change et ne sont pas destinés à des fins de spéculation. Au 31 décembre 2010, la Société détient des contrats de change à terme de 15 915 000 \$ US au taux moyen pondéré de 1,04 qui viendront à échéance au cours des exercices 2011, 2012 et 2013.

Les soldes en devises au 31 décembre 2010 se détaillent comme suit :

(Montants en milliers)	\$ US
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8 119
Trésorerie détenue pour le bénéfice de tierces parties	3 047
Comptes débiteurs	3 613
Comptes créditeurs et charges à payer	(5 596)
Total, en devises	9 183
Total, en dollars canadiens	9 133

Compte tenu des contrats de change à terme et en supposant que toutes les autres variables demeurent constantes, une hausse de 5 % du dollar canadien par rapport au dollar américain affecterait le bénéfice net et les autres éléments du résultat étendu (en dollars canadiens) comme suit :

(En milliers de dollars canadiens)	\$
Bénéfice net	(134)
Autres éléments du résultat étendu	508

Une baisse de 5 % du dollar canadien par rapport au dollar américain aurait eu l'incidence contraire sur le bénéfice net et les autres éléments du résultat étendu.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier varient à la suite d'un changement du taux d'intérêt du marché. Les actifs et les passifs financiers dont le taux d'intérêt est variable exposent la Société à un risque de flux de trésorerie. L'intérêt gagné par la Société sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie est établi selon le taux du marché.

Au 31 décembre 2010, la Société s'expose au risque de taux d'intérêt sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie et sur la dette à long terme. Le taux d'intérêt de la trésorerie et des équivalents de trésorerie varie de 0 % à 1,20 %. Tel que décrit à la note 7, la facilité de crédit porte intérêt à un taux variable, alors que les obligations en vertu de contrats de location-acquisition portent intérêt à des taux fixes. Si le taux d'intérêt au 31 décembre 2010 avait varié de plus 0,5 % ou de moins 0,5 %, l'incidence sur le bénéfice net n'aurait pas été significative.

Les actifs et les passifs financiers qui sont soumis à des taux d'intérêt fixes sont exposés à un risque de juste valeur des taux d'intérêt. La Société n'est pas exposée à un risque important par rapport aux obligations en vertu de contrats de location-acquisition puisqu'elles portent intérêt à des taux comparables à ceux du marché. La Société n'est pas exposée à un risque important par rapport aux actifs et aux autres passifs financiers en raison de leur échéance à court terme et parce que les montants à long terme ne sont pas significatifs.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la Société subisse une perte financière advenant qu'un client ou une autre partie liée à un instrument financier ne respecte pas ses obligations contractuelles. Les instruments financiers qui exposent la Société à un risque de crédit consistent principalement en la trésorerie et équivalents de trésorerie, la trésorerie détenue pour le bénéfice de tierces parties et les comptes débiteurs. La trésorerie et équivalents de trésorerie et la trésorerie détenue pour le bénéfice de tierces parties sont détenus dans des établissements financiers importants; par conséquent, la Société estime que le risque d'inexécution à l'égard de ces instruments est faible.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non vérifiés)
31 décembre 2010 et 2009

D'après son expérience, la Société est d'avis que le risque de crédit lié aux comptes débiteurs est faible. La Société n'exige généralement pas d'examens collatéraux relatifs à ses comptes débiteurs. Ses comptes débiteurs ne sont pas concentrés sur des clients spécifiques, mais plutôt sur un large éventail de clients. De plus, la Société effectue des examens de crédit à intervalles réguliers à l'égard de certains de ses clients et établit une provision pour créances douteuses lorsque les comptes sont jugés irrécouvrables. La provision pour créances douteuses est déterminée selon l'historique du montant dont le recouvrement est jugé incertain après 60 jours et 90 jours, et les comptes inactifs et restreints sont entièrement provisionnés.

La valeur comptable des comptes débiteurs de la Société est présentée, déduction faite de la provision pour créances douteuses. La variation de la provision pour créances douteuses au cours de la période se détaille comme suit :

(En milliers de dollars canadiens)	Trois mois terminés les		Neuf mois terminés les		Exercice
	31 décembre		31 décembre		
	2010	2009	2010	2009	2010
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début de la période	(488)	(500)	(538)	(519)	(519)
Récupération (charge) de la période	(86)	57	(36)	76	(19)
Solde à la fin de la période	(574)	(443)	(574)	(443)	(538)

Au 31 décembre 2010, l'âge des comptes débiteurs se détaille comme suit :

(En milliers de dollars canadiens)	\$
Courant	519
En souffrance	
De 1 à 30 jours	3 737
De 31 à 60 jours	1 326
De 61 à 90 jours	96
Plus de 90 jours	147
Total des comptes débiteurs	5 825

Il n'y a aucune perte de valeur ni aucun montant en souffrance autres que ceux liés aux comptes débiteurs.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque qu'une société soit incapable de s'acquitter de ses obligations à leur échéance. La Société n'est pas actuellement exposée au risque de liquidité, car la trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société sont suffisants pour honorer ses obligations liées à ses opérations et à ses activités d'investissement et de financement anticipées. La Société a une dette à long terme nécessitant des versements de 282 000 \$ dans les douze prochains mois. L'information sur les versements en capital de la dette à long terme au cours des années subséquentes est présentée à la note 7. Les autres passifs financiers de la Société, composés des comptes créditeurs et charges à payer, arriveront à échéance dans moins de 12 mois.

Juste valeur des instruments financiers

La trésorerie et équivalents de trésorerie et la trésorerie détenue pour le bénéfice de tierces parties sont comptabilisés à leur juste valeur. Les comptes débiteurs et les comptes créditeurs et charges à payer sont des instruments financiers dont la juste valeur est approximativement égale à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. La juste valeur de la facilité de crédit et des obligations en vertu de contrats de location-acquisition correspond à la valeur comptable puisqu'elles portent intérêt à des taux comparables à ceux du marché.

11 Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs de l'exercice 2010 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice 2011.